

DEUXIÈME TABLE RONDE

Stratégies et choix sociaux

Participant·es et participants: Ronald Cameron, Québec; Jean-Claude Jean, Haïti; Anne-Marie Milon Oliveira, Brésil; Alejandra Rossel Diaz, Pérou.

ARIANE ÉMOND

Jean-Claude Jean, le premier qui prendra la parole, m'a prévenu qu'il ne parlera pas des stratégies et de l'action, car, m'a-t-il dit, il y a des conditions préalables à cela. Sa réflexion portera sur ces conditions, de manière plutôt philosophique, selon son habitude. Il estime que ce n'est pas notre manque de compréhension des situations qui nous embête ou nous empêche d'agir actuellement. En effet, il y aurait une partie de nous, citoyennes et citoyens, qui est en crise. Il va regarder cette crise et l'analyser afin de voir ce que nous devons d'abord réparer pour se mettre en route pour l'action.

JEAN-CLAUDE JEAN

Comme l'animatrice l'a dit, je ne vais pas me projeter en avant ni proposer des pistes de solution face au problème de la mondialisation, parce que j'estime que l'application de ces pistes dépend d'un certain nombre de conditions. Si ces conditions ne sont pas réunies, l'élaboration de pistes ne servirait pas à grand-chose. Je vais essayer de

problématiser un peu les conditions de possibilité de la réussite de toutes ces pistes d'action que mes collègues présenteront. Je ne parlerai pas de l'éducation pour une raison très simple, car je crois que les problèmes qui se posent dans le domaine de l'éducation sont un aspect d'un problème qui se pose sur le plan de l'action politique. Ce n'est donc pas à l'intérieur du système éducatif qu'on peut trouver les réponses au problème de la crise de l'éducation, mais bien sur le terrain de l'action politique.

Où en sommes-nous maintenant? Je crois que, d'une manière générale, en tant qu'agents de changement social, nous sommes en train de nous réveiller d'un long sommeil, d'une longue période d'inconscience et de désorientation par rapport à l'action, surtout par rapport au sens de l'action. Ce réveil se fait de façon brutale, c'est le cauchemar total des gigantesques transformations en cours dans le système capitaliste qui nous donne cette impression d'être devant la nouveauté absolue. Et pourtant, le problème n'est pas vraiment qu'un nouveau monde est en train de succéder à l'ancien. Le ferait-il même avec une certaine rudesse, le problème est que la naissance de ce monde a besoin, pour s'opérer, d'exacerber les tares du système précédent. Aussi, ce qui peut arriver de plus regrettable, c'est que la mondialisation n'en soit pas vraiment une et qu'elle perpétue, au contraire, ce qu'il y avait de plus fâcheux dans l'ordre mondial qui l'a précédé. Ou pire encore, qu'elle ajoute simplement les vices du monde nouveau à ceux de l'ancien.

Nous en sommes donc, aujourd'hui, dans un état de consternation et d'indignation, et de là renaît de façon débridée la rage critique. C'est un alcool d'autant plus fort qu'il ne débouche en général sur rien de vraiment concret. Cette rage critique s'enlise dans un tête-à-tête stérile avec l'objet de son aversion. On retrouve aujourd'hui le discours «anti» de l'imprécation. Comme toujours, le recours à l'argumentation apocalyptique permet de faire l'économie d'une explication et d'une critique intellectuelle rigoureuse. La posture de la radicalité rhétorique devient

aujourd'hui un «*must*» chez ceux qui brandissent l'anti-capitalisme comme un étendard. Mais la société libérale, qui a déjà montré une capacité d'absorption, de digestion et de neutralisation exemplaires de la critique cliché, célèbre à grands frais les figures du réfractaire, du réprouvé et du rebelle, c'est-à-dire cela même dont la fonction officielle est de vouer aux gémonies la mondialisation. Aujourd'hui, cracher dans la soupe de la mondialisation est devenu l'argument lucratif par excellence, à l'heure où toute marchandise peut se vendre aussi sous le signe de l'anti-marchandise. Les «*preachers*» de l'anti-mondialisation se promènent un peu partout d'un pays à l'autre, d'un continent à l'autre, à grand renfort d'appuis médiatiques. Ils donnent ici et là des interviews et ils partagent leur temps entre les discours où règne la rhétorique anti-mondialisation et l'action médiatique. Or nous constatons que les maîtres du monde n'hésitent plus à les inviter dans leurs forums pour les entendre prendre le contre-pied de leurs opinions, débat public oblige! Réformisme libéral ou conformisme de fond, ou encore esthétique de la dissidence, c'est à vous de voir.

Bref, les acteurs du changement social sont aujourd'hui en crise, et en crise profonde. Comme le dit aussi Boltanski dans son dernier ouvrage *Le nouvel esprit du capitalisme*: «La véritable crise n'est pas celle du capitalisme, mais bien celle de la critique du capitalisme.» Cette critique, comme l'avait en son temps reconnu Marx, est la seule force révolutionnaire par excellence.

La démesure verbale qu'on remarque aujourd'hui traduit surtout la difficulté à cerner véritablement qui est l'ennemi. Les règles du jeu ont changé et on avait à peine commencé à les apprendre qu'elles sont devenues caduques. L'acteur politique, qu'il soit syndicaliste, militant de base ou intellectuel engagé, est en crise d'identité. La véritable crise à résoudre est justement cette crise d'identité de l'acteur politique. Celui-ci ne sait plus très bien comment agir, en fonction de quels paramètres. Bref, l'acteur politique en crise ne sait même plus ce qu'agir veut dire

aujourd'hui. Aussi longtemps que cette crise d'identité de l'acteur social ne sera pas résolue, ne sera pas abordée de front, l'action sociale ou politique ne sera pas à la hauteur des immenses problèmes que pose la mondialisation.

Donc, l'efficacité de l'action politique dépend, à mon avis, d'au moins deux facteurs. Le premier est l'état du savoir de l'action. À ce niveau, selon moi, le savoir de l'action a une double dimension à la fois cognitive et réflexive. La dimension cognitive, c'est la référence aux capacités d'apprentissage des acteurs; la dimension réflexive, c'est la capacité de critique intellectuelle permanente de ce savoir de l'action. Donc, l'état du savoir de l'action est quelque chose de préalable à l'action elle-même. La seconde dimension est la configuration stratégique des capacités d'action, c'est-à-dire la capacité des acteurs à transformer leurs espérances et leurs objectifs politiques en contre-pouvoirs et en pouvoirs offensifs, ce qui constitue le fondement de la créativité sociale et politique.

Cette crise de l'identité de l'acteur politique se vit comme un désarroi à la fois politique et intellectuel. Cette crise a une double dimension stratégique et normative. La dimension stratégique renvoie à l'incapacité des acteurs sociaux à imaginer aujourd'hui les formes et les mécanismes, les dispositifs de l'action à mettre en branle. La dimension normative réfère ici à tout l'univers du sens, au registre des justifications de l'action. En ce sens, on peut constater qu'aujourd'hui nous employons un certain nombre de termes et d'expressions, comme si cela allait de soi. Nous parlons d'éducation à la citoyenneté, de société civile, de solidarité, nous parlons de justice sociale. Mais ces termes, qui appartenaient autrefois au registre de justification de l'action militante et alternative, ont tous été réappropriés par le système en place. Le système a fixé les conditions d'interprétation de tous ces termes. Lorsque nous inscrivons notre action dans un registre sémantique qui nous échappe, nous sommes condamnés à agir à l'intérieur du cadre de ce registre-là. Aujourd'hui, le défi pour

les acteurs politiques que nous sommes, c'est de résoudre la double crise politique, mais aussi cette crise intellectuelle. Il s'agit pour nous de refonder l'action sociale, c'est-à-dire de recréer une nouvelle culture de l'action qui passe par la formation collective des acteurs, grâce à la constitution d'identités et de savoirs propres qui passent aussi par notre capacité à reformuler un projet politique critique et non seulement technique. J'entends par là un projet politique qui envisage les causes, à l'encontre d'un projet politique technique qui envisage uniquement les conséquences.

Nous avons aussi le défi de créer une nouvelle culture du conflit. Toute la question de la démocratie se pose maintenant en termes de consensus, en termes de débat public. D'un côté nous sommes en train de constater que le nouvel ordre mondial dont on parle tant est tout à fait intolérant envers les travailleurs et les citoyens, mais les termes que nous avons pour aborder ces questions nous mènent à envisager inéluctablement le consensus. Il faut en revenir maintenant à cette nouvelle culture du conflit et le choix n'est pas entre un capitalisme sauvage et un capitalisme démocratique. C'est le problème que l'on se pose quand on se demande si le capitalisme est réformable. Le choix, à mon avis, se situe entre un capitalisme policier, la «rambo-cratie», et une démocratie participative. La question de fond est donc celle-ci : Le capitalisme est-il compatible avec la justice, avec l'égalité, avec la liberté et l'émancipation collective ?

ARIANE ÉMOND

Voilà des pistes intéressantes. On va tous retourner à l'école de la formation en militance. Maintenant, Anne-Marie Milon Oliveira nous parlera à partir de son expérience personnelle de femme qui a travaillé auprès des agriculteurs et des sans-terre de son pays. Elle a continué à faire de la formation avec eux et on verra que son expérience est porteuse d'alternatives.

ANNE-MARIE MILON OLIVEIRA

J'étais très contente qu'Ariane parle des photos de Sebastião Salgado présentées dans cette salle. Cela me rappelle vivement un travail auquel j'ai participé l'an dernier et d'autres expériences avec les paysans. Salgado est un photographe qui a réussi à faire comprendre au monde ce qu'est le problème de ces paysans sans terre qui vivent au Brésil et dans d'autres pays aussi.

J'ai participé l'an dernier à une expérience assez simple, même banale, d'alphabétisation des adultes, à la formation aussi des éducatrices. C'est une expérience comme il y en a des milliers au Brésil. Elle n'avait rien d'extraordinaire, sauf par son dénouement hors de l'habituel. (On trouvera l'histoire du mouvement paysan dans le texte de M^{me} Milon Oliveira, en annexe de cette table ronde.)

Le projet auquel j'ai participé visait l'éducation des adultes. Là aussi, on voit la trace de la mondialisation, dans ce sens où la Banque mondiale estime que l'éducation des adultes est sans importance. Un adulte qui n'a pas appris à l'âge où il le fallait est considéré comme une cause perdue. Aussi n'y a-t-il pas de financement gouvernemental pour la formation des adultes. Mais de temps en temps, le gouvernement est obligé de lâcher du lest et, ainsi, un organisme gouvernemental qui avait promis un petit financement pour notre projet n'en a versé que le tiers: les éducatrices ont donc dû travailler bénévolement. Cela montre aussi l'une des dimensions de la mondialisation. On doit tout concentrer sur la formation fondamentale. Alors, pas de crédits pour l'éducation supérieure, pas de crédits pour l'éducation des adultes, rien non plus pour le préscolaire.

Un autre aspect très sérieux est ce problème du discours qu'a relevé Jean-Claude Jean, à savoir comment nos propres mots sont réappropriés par le pouvoir. Par exemple, tout le discours sur le partenariat. Le gouvernement dit: «Nous, on ne va pas faire ce travail, on veut des partenaires.» Alors certains se proposent, comme l'a fait mon université. Mais, en fait, on constate assez rapidement que le mot *partenariat* n'a pas le sens de coopération, de solida-

rité qu'on lui donne généralement. Le gouvernement conçoit le partenariat comme de la sous-traitance. On engage des volontaires en les payant ou non. On vous donne un peu d'argent, on vous passe la commande, à la fin on contrôle, mais débrouillez-vous!

Avec notre projet, nous avons réussi à faire une percée assez intéressante dans la mesure où nous avons renversé une des barrières auxquelles se heurtent ces exclus de la société, celle de la communication. Nous avons commencé notre travail sur une intuition: Nous avons demandé aux élèves de raconter leur vie. Comment sont-ils arrivés là? Quelle était leur expérience? Les éducatrices ont recueilli ces récits de vie et on s'est vite aperçus que ces histoires étaient d'une grande richesse et très émouvantes. On a alors décidé de les publier et en faire un petit livre, mais on n'avait pas d'argent pour cela. C'est alors qu'intervient un élément important: celui de la coopération internationale. Nous avons bénéficié d'un crédit d'une organisation hollandaise, semblable à Développement et Paix ici, qui finance de tels projets. Cette aide financière minime de 4 000 reals qui font moins de 2 000 \$, ce n'est vraiment pas beaucoup. Mais cela nous a permis de tirer 1 500 exemplaires de ce petit livre qui raconte l'histoire des gens, non seulement leur histoire personnelle, mais celle de leurs luttes et de leur conquête de la terre, celle de la région où ils habitent, des histoires qui font partie de celle du Brésil. On a tenté de partir de l'histoire personnelle des gens jusqu'à la grande histoire, si l'on peut dire.

Cette expérience a été extraordinaire, car ces personnes étaient tellement persuadées qu'elles n'avaient aucune valeur pour la société. Elles n'imaginaient pas une telle chose possible. Or leur histoire a été écrite, publiée et diffusée. Aujourd'hui, ce petit livre circule dans divers États du Brésil. Des éducatrices l'utilisent pour leur travail en alphabétisation. Cela fait toute une différence avec un manuel scolaire froid, abstrait et sans lien avec la vie réelle, car ainsi, les gens apprennent à lire à partir d'histoires où ils se reconnaissent. Déjà, d'autres éducatrices me disent que leurs élèves

voudraient faire la même chose et publier leur petit livre d'histoires. Voilà une micro-révolution, car on vit dans un monde où très peu de gens ont la chance d'être publiés. Le message passe instantanément parmi les éducatrices, les gens ont le souffle coupé de voir le travail des élèves qui ont pu exprimer, de façon simple mais si vraie, ce qu'ils vivent, et comment cela donne accès à leur univers. Cela nous permet, à nous aussi, d'avoir accès à un univers qui nous est finalement assez inconnu.

On a là une conjonction de circonstances : les pressions qui viennent de la mondialisation sont relayées par le gouvernement qui joue son rôle de courroie de transmission des ordres qui proviennent d'ailleurs. Malgré tout, nous avons trouvé le moyen de faire une petite percée. Ces micro-révolutions, si on arrivait à les mettre en réseau, à les multiplier et ainsi faire en sorte qu'elles atteignent un horizon plus large, seraient des événements qui auraient beaucoup de poids.

ARIANE ÉMOND

Alejandra Rossel Diaz va rentrer très bientôt dans son pays pour accomplir son devoir de citoyenne. Le Pérou est une démocratie obligée et le droit de vote est obligatoire, sinon on s'expose à des pénalités. Les élections présidentielles auront lieu dimanche prochain. Alejandra Rossel Diaz a aussi une expérience de terrain dont elle voudrait nous parler. Elle est formatrice et son propos est dans le prolongement de celui d'Anne-Marie Milo Oliveira.

ALEJANDRA ROSSEL DIAZ

Vous vous attendez peut-être à ce que je vous propose des stratégies. Vous savez, je vais rentrer chez moi avec plus de questions que de réponses. Vous aussi, sans doute. Je suis très contente, car j'ai appris beaucoup de choses par vos propos au cours de ces deux journées. La nuit dernière, dans ma tête, tournaient bien des questions, en français, et ce n'était pas facile. La prochaine fois, nous ferons un col-

loque en espagnol, si vous le voulez bien! Vous devrez vous dépêcher d'apprendre l'espagnol, car c'est la langue des Amériques. Le moment est venu de «globaliser» l'espagnol.

Au Pérou, on envisage la mondialisation de façon tout à fait différente de vous. La globalisation, comme on l'appelle chez nous, est un beau mot qui a des côtés positifs et d'autres négatifs. Cela peut nous conduire à des échanges de technologies et d'informations, aussi de nourriture. Mais le phénomène ne touche pas tous les pays des Amériques de la même façon, vous le savez bien! Au Québec et au Canada, les effets sont différents. Dans les pays du Nord, vous êtes davantage industrialisés, ce qui vous permet de penser au libre commerce. Mais pour le Pérou, qui n'est pas un pays très industrialisé, c'est différent. Pas facile de penser à l'intégrer dans le grand marché, c'est plutôt le marché qui est entré dans le Pérou. Cinq grandes entreprises d'Espagne, appartenant aux domaines des télécommunications et des banques, sont venues faire une sorte de re-colonisation du Pérou. Les Péruviens sont bien contents qu'il y ait des investissements, car cela peut aider à créer de l'emploi. Mais avant d'accueillir ces entreprises, le gouvernement a changé les lois du travail. Il n'y a désormais aucune sécurité d'emploi. Ainsi, il est plus facile pour les grandes entreprises de faire des mises à pied à leur gré.

C'est bien de faire ainsi des colloques avec des affiches qui prônent la solidarité entre les Amériques. Nous devons échanger sur nos différentes façons de voir la globalisation. Je me suis identifiée à vous pour voir et comprendre les effets de la mondialisation. Je crains que l'histoire se répète dans mon pays. Nous, les enseignants, nous avons une responsabilité sociale en dehors de l'école ou de l'université, en dehors du pays aussi. Nous sommes confrontés aux mêmes problèmes. Les Péruviens voient le Canada comme étant la même chose que les É.-U. Les gens du Nord, ce sont les riches; nous sommes tous pauvres au Sud. Il faudrait changer cette image. Or qui diffuse cette

image partout? Ce n'est pas nous. La chose importante à faire est de donner de l'information, de dire la situation réelle de chaque société. Nous devons utiliser les technologies de la communication pour nous connaître mieux, pour faire en sorte que tous les pays de ce continent se connaissent mieux.

Le Pérou vient de passer 10 ans sous le régime de Fujimori, avec Montesinos. On se demande pourquoi les Péruviens ont laissé passer la mondialisation, pourquoi ne font-ils rien? Sont-ils endormis ou hypnotisés par les innovations technologiques? Je me pose la même question face à la privatisation de l'eau. On en parle aussi au Pérou. Hier, j'ai regardé à la télévision les préparatifs pour le Sommet des Amériques. On construit des murs, pourquoi? Pourquoi des fils de fer barbelés, des clôtures? Cela me rappelle l'Allemagne des camps de concentration.

Quand je retournerai chez moi, je sais qu'il sera difficile de savoir ce qui se passe pendant le Sommet des Amériques. Internet est très dispendieux au Pérou. Je peux l'utiliser au bureau, mais la plupart des gens du peuple n'y ont pas accès. Ils ne savent pas qu'il y a ici des gens courageux qui luttent contre l'exploitation. On a beau être du même continent, on reste souvent loin de l'information. Que pouvons-nous faire pour échanger la vraie information? Voilà une stratégie très importante.

Finalement, je voudrais vous laisser une image de mon pays de 26 millions d'habitants. La moitié vit dans la pauvreté. En matière de solidarité et d'aide, il vaudrait mieux regarder du côté de l'organisation des groupes populaires et non seulement pour une aide à la base. Ce serait mieux pour la reconstruction de la société péruvienne, pour la construction de la démocratie qui permet la participation aux tables de décision, pour nous aider à sortir de notre situation de pauvreté.

ARIANE ÉMOND

Ronald Cameron veut s'adresser à vous, non pas dans un grand discours syndical, mais en apportant sa contribu-

tion personnelle face au discours syndical. Il veut réfléchir aux luttes, à notre disponibilité, par des exemples concrets.

RONALD CAMERON

Nous avons échangé beaucoup d'idées durant ces deux journées de colloque. Plusieurs appels y ont été faits afin de changer nos pratiques syndicales mais, par ailleurs, ces changements ont déjà commencé. Il y a des signes qui ne trompent pas : l'action syndicale est mieux perçue par la population; aussi, la mobilisation pour le Sommet des peuples témoigne de préoccupations plus déterminées. Notre réflexion sur la place des syndicats dans la société doit prendre appui sur cette réalité afin d'aller plus loin.

Toutefois, cette situation encourageante ne doit pas nous amener à conclure que l'adversaire s'affaiblit. Avec tous les projets qui sont discutés autour des accords commerciaux de l'OMC, de l'AMI ou de la ZLEA, s'annonce une offensive accrue contre les services publics, mais aussi contre les valeurs sociales et démocratiques qui fondent notre action.

Ces valeurs sont au cœur de notre action, et c'est pourquoi il faut dire non à la ZLEA et exiger du gouvernement qu'il ne signe pas des accords qui ouvrent l'éducation aux investisseurs. Cette opposition à la ZLEA doit s'affirmer publiquement pour démontrer, entre autres, que notre choix pour l'éducation est concrètement au service du plus grand nombre. Ainsi, on contribuera à affirmer publiquement une action syndicale capable de nous donner les moyens d'être prêts à nous lever pour faire obstacle aux coups portés à l'éducation.

Le président de la CSN, Marc Laviolette, nous invitait à avoir une stratégie offensive. Riccardo Petrella et Maurice Tardif nous ont proposé des principes pour faire obstacle à la compétition. Ce sont là des éléments du projet d'action syndicale de la FNEEQ. En voici deux exemples.

Les professeurs de cégep sont inquiets, on le sent bien dans les assemblées syndicales, inquiets quant à l'avenir de

l'enseignement collégial. Le fait qu'ils adhèrent à la lutte contre la « décentralisation » du diplôme d'études collégiales (DEC) et pour le maintien de sa reconnaissance par l'État le démontre bien. Cette position, il faut le constater, n'est pas une position corporatiste. Elle vise à promouvoir un enseignement de qualité et d'égale valeur pour toutes les étudiantes et tous les étudiants.

Un autre exemple plus pointu est celui de la bataille que mènent les enseignantes et les enseignants du Cégep de Saint-Hyacinthe. Les professeurs ont décidé de faire une journée de grève (trois autres sont en banque) pour forcer la direction du collège à corriger l'offre d'un programme de formation en techniques de l'éducation à l'enfance. Cette bataille vise à contrer la proposition de ramener à 1 200 heures, au lieu de 1 800, un programme menant à une attestation d'études collégiales (AEC) en formation continue. Ainsi, l'accès à une formation spécialisée en formation continue est assurée, mais on protège aussi, avec les 1 800 heures, le cursus de base qui comprend la formation générale et complémentaire. Ce combat s'inscrit dans la défense du diplôme d'études collégiales (DEC), et de l'enseignement public. Là aussi, ce n'est pas une lutte corporatiste. On doit publiciser ces batailles pour démontrer ainsi leur intérêt public.

La question fut posée durant les débats: Avec ce colloque, la FNEEQ est-elle en train de retrouver le terrain du syndicalisme de combat? À mon sens, les exemples indiqués auparavant en témoignent. Mais il y a une condition essentielle à la pratique du syndicalisme de combat: il faut l'appui des membres. Là est le défi du combat. Ça implique de prendre le temps de faire les débats. Ça exige de gagner l'appui de nos membres. Ça implique aussi d'obtenir largement l'appui des autres mouvements sociaux afin de sortir nos luttes de l'isolement. Voici quelques pistes qui peuvent aider.

Pour convaincre les membres, il est peine perdue de le faire individuellement. Des perspectives doivent être définies en développant des moyens d'action crédibles et en cherchant à créer des dynamiques d'alliance, à l'interne

comme à l'externe. Le succès des alliances à l'interne entre les différents secteurs d'un syndicat de l'enseignement a une grande influence sur la capacité de faire des alliances à l'extérieur. La crédibilité de notre action se développe avec la synergie de ces deux fronts, en avançant une alternative aux attaques du gouvernement contre le système d'éducation. Ainsi, l'action du mouvement syndical, y compris dans le champ politique, est, selon moi, en continuité avec cette stratégie d'action, en continuité avec le combat social du mouvement syndical.

En terminant, je voudrais vous inviter à cultiver une attitude liée à la solidarité syndicale qui m'apparaît essentielle ces temps-ci : celle de la disponibilité. La tâche syndicale est lourde. On le disait en atelier ce matin. Ce travail de défense des droits des membres est un acte de disponibilité qui, de tout temps, occupe une place importante dans le travail quotidien. Mais la disponibilité à cultiver doit s'étendre plus largement. Nous devons être ouverts aux différentes idées dans le syndicat, mais aussi aux autres mouvements sociaux et aux expériences faites ailleurs, celles des pays du Sud, comme nous en avons discuté durant deux jours. Cette disponibilité doit nous permettre de participer à un large mouvement social.

En éducation, nous sommes bien placés pour témoigner de cette attitude. Nous avons devant nous l'exemple de la jeunesse, des étudiantes et des étudiants, avec qui nous travaillons au jour le jour. Il est important, comme enseignante et enseignant, d'être ouverts au mouvement étudiant. Dans le mouvement syndical enseignant, l'exemple de la solidarité sociale que nous pouvons offrir à l'ensemble du mouvement syndical, c'est avec le mouvement étudiant que nous sommes appelés à le faire.

Questions

Najib Lairini (chargé de cours à l'Université de Montréal) :
À travers les interventions entendues cet après-midi, j'ai eu

une réflexion concernant le plan d'action futur. On a abordé depuis hier toutes les approches différentes que chacun de nous vit dans l'interaction entre l'éducation et la mondialisation. On a constaté les contradictions sur le plan des solidarités du mouvement syndical. Au Québec, on sait toutes les difficultés rencontrées pour créer des alliances, pour aller chercher des forces à mettre en commun. Nous sommes arrivés à un stade de développement du capitalisme qu'on appelle mondialisation; celui-ci était précédé de l'internationalisation du capital dans le phénomène de l'industrialisation du secteur secondaire auquel le capitalisme s'est attaqué pour asseoir sa suprématie ou son hégémonie.

Durant les années soixante-dix, le grand syndicaliste canadien, Charles Levingston, a été l'un des premiers à développer cette théorie de l'unité syndicale pour contrer l'hégémonie financière. Mais cela n'a pas donné de résultats, dans la mesure où le mouvement ouvrier était divisé. Je rejoins ici les approches de nos confrères latino-américains qui nous disent qu'en Amérique latine on vit la mondialisation d'une autre manière qu'ici, car ils en sont peut-être à un stade différent par rapport à la division internationale du travail. Les idéologues de la mondialisation le savent très bien: il faut diviser pour régner, c'est une maxime vieille comme le monde. Diviser le travail, c'est assigner des rôles et des fonctions spécifiques, hiérarchiser les nations. Voilà le fondement de cette stratégie planétaire de l'hégémonie financière. C'est bien beau de développer des alliances à l'interne puis à l'externe, mais comment faire pour établir un mariage ou un équilibre entre les nécessités communes et les spécificités locales propres aux nations et leurs caractéristiques distinctives dans leur lutte face à la mondialisation? Quel est le plus petit dénominateur commun sur lequel asseoir nos alliances? À mon sens, cette alliance serait encore très fragile, et il serait facile aux tenants du discours dominant de la démanteler.

JEAN-CLAUDE JEAN

Je ne sais pas comment résoudre ce problème, mais je sais par contre qu'il se produit un glissement de sens dans la façon d'envisager aujourd'hui la solidarité. Riccardo Petrella parlait de l'internationalisation de la lutte contre la mondialisation. Dans beaucoup de lieux, on analyse les spécificités locales à partir d'une grille vraiment commune et internationale. Cela tend à produire deux problèmes. Le premier est l'élaboration d'une grille d'analyse super-structurelle qui s'applique à tous. Une réflexion sur la mondialisation peut donc être faite désormais de la même manière à Paris, à Rio, en Haïti ou au Soudan. Je pense que cela fait problème, parce que le prêt-à-penser alternatif qui est en train de se construire et qui défend l'idée d'une internationalisation de la lutte est un frein à la conceptualisation des contradictions locales qui pourraient servir de base à une solidarité réelle. La solidarité ne s'installera pas entre des superstructures qui voyagent à travers le monde, qui tendent à simplifier le problème des contradictions locales, et la nécessité de l'enracinement des luttes. Je pense que la solidarité ne pourra être effective qu'à partir du moment où l'on construit des mouvements et des relais locaux, et que l'action politique devient concrète dans les différents lieux. On peut alors faire une généralisation et envisager sur une base politique la question de la solidarité. Je dis oui à la solidarité internationale, mais son articulation doit être pensée à partir de la base. On ne crée pas de solidarité à partir de superstructures non enracinées: on crée la solidarité à partir d'une base qui a un projet. Ce sont ces luttes que l'on partage.

RONALD CAMERON

Ce n'est pas parce qu'on a de la difficulté à définir des demandes communes qu'il faut gommer toutes les différences. Les demandes communes existent dans une perspective de rassemblement et visent à concentrer la mobilisation des différentes sensibilités dans un groupe. Par

ailleurs, ce n'est pas non plus parce que nous avons un discours alternatif qu'on est à côté de nos pompes. Tout cela dépend des pratiques démocratiques qui sont à la base de toute démarche d'unité et d'adhésion à un mouvement. Prenons l'exemple du budget participatif de Porto Alegre. Les choix sociaux qui y sont faits pourraient être décidés d'en haut, mais ce qui fait la force de l'expérience, c'est bien le caractère participatif de la population.

Quand on demande le droit à l'éducation pour toutes les Amériques, il s'agit d'une demande commune qui ne gomme pas toutes les différences. L'application du droit à l'éducation ne sera pas nécessairement la même partout; elle sera tributaire des pratiques démocratiques qui se seront développées en chaque lieu. Il y a intérêt à ne pas polariser le mouvement global et à garantir le respect des particularités.

ARIANE ÉMOND

À vous tous ici présents, comment fait-on pour bâtir ces alliances avec le Sud dans nos différences?

Joseph Jessou (Cégep François-Xavier-Garneau, enseignant): Je vais tenter de répondre en faisant mon intervention dans le prolongement des deux interventions précédentes. Puisque j'ai le privilège de venir d'un pays du Sud et aussi d'être maintenant d'ici, je pense qu'il faut commencer par identifier quelles sont les véritables forces de progrès et de changement dans les pays du Sud. Si on ne le fait pas, on ne pourra pas s'allier et on restera dans le vague du discours de la mondialisation; on ne pourra pas aller de l'avant. C'est le premier pas qu'il faut faire, que ce soit en Amérique latine ou ailleurs. Il y a des gens qui se battent au quotidien. Il faut savoir qui ils sont afin d'éviter de s'allier à des gens qui ne servent pas vraiment la cause, qui ne sont que des touristes porte-parole de ceci ou de cela, mais qui ne parlent au fond qu'en leur propre nom.

Jean-Claude Jean a déterminé que, avant de dire ce que seraient les stratégies, il faut réfléchir aux conditions. Il a

posé un diagnostic, à savoir que nous sommes en crise, dans une sorte de désorientation. Je crois que la première chose à faire, c'est de redécouvrir la volonté, de se réapproprier la volonté. Ce qui veut dire : en finir avec la résignation. Comment se manifeste ici la résignation ? Je l'observe tous les jours. Quand je discute avec un collègue, il me dit que nous sommes quand même plus heureux ici qu'en Afrique. Les choses sont mieux ici malgré tout. Lorsqu'on s'inscrit dans ce type de pensée, on est déjà dans la résignation et la volonté est affaiblie. C'est cela la véritable crise, car elle ne permet pas de voir les conquêtes que nous avons faites, que celles-ci ne sont pas naturelles, comme le disait M. Tardif. Il faut donc continuer à se battre au quotidien pour les maintenir. La première bataille à mener n'est pas celle contre la mondialisation vague, c'est d'abord contre nous-mêmes.

Deuxième aspect. Quand on est en crise, il faut chercher toujours un point fixe au milieu de notre désorientation. Pascal disait : « Tous vont vers le débordement, nul n'y semble aller. » Alors, au milieu de cette désorientation, il nous faut chercher un point d'attache. Lequel peut-on trouver aujourd'hui ? Il n'y a pas de point d'attache si l'on n'a pas le sens de l'histoire. Cela signifie que la lutte contre le capitalisme ou la mondialisation n'a pas commencé aujourd'hui. Elle existe depuis le XIX^e siècle. Il y a eu des gens qui ont pensé déjà cette lutte. Il y a des traditions de pensée, comme celle du socialisme utopique. On peut les redécouvrir, pas pour les répéter, mais pour nous en inspirer et voir dans quelle mesure elles comportent des ferments pour nos propres luttes. Nous sommes des enseignants et les livres sont à notre disposition. Les socialistes utopistes ont émergé dans un contexte où le capitalisme, tel que le décrit Zola dans *Germinal*, réduisait pratiquement tout le monde à la misère. Le marxisme n'est pas un faux nom. Il est vrai qu'aujourd'hui, il est malaisé de dire que l'on redécouvre Marx, à cause de ce qui s'est passé en URSS, à cause de ce qui se passe dans les pays de l'Est. Mais au fond, l'héritage de Marx est une critique véritable

du capitalisme en actes. On peut découvrir aujourd'hui cet héritage, non pas pour répéter Marx ni Lénine, mais pour y trouver les possibilités de lutte pour notre propre situation. En Amérique latine, il y a aussi des traditions religieuses qui peuvent être utiles pour nous. Des prêtres s'engagent dans les mouvements contre la pauvreté, s'engagent dans la guérilla. Nous avons à apprendre d'eux. Ce n'est pas de l'argent que nous devons leur donner ; c'est leurs idées de lutte que nous devons recevoir.

Jean-Claude Jean a aussi dit qu'il faut redécouvrir la pensée du conflit. Pour que cela soit fécond, il faut identifier les faux conflits. Mon expérience me révèle que le système se nourrit de faux conflits. Un exemple : l'opposition tranchée et sans nuances entre homme et femme. Le système se nourrit de ce genre de divisions. De même pour l'opposition entre jeunes et vieux. Aussi, l'opposition entre permanents et précaires dans l'enseignement. Toutes ces fausses oppositions affaiblissent le mouvement quotidiennement, car elles ne mettent pas l'accent sur ce qui est essentiel, sur ce qui unit, mais sur ce qui divise. Ces divisions nuisent au mouvement. Il faut sortir de ces fausses oppositions et déterminer ce qui nous unit et ce qui est important.

ARIANE ÉMOND

Puis-je me permettre un commentaire. J'arrive tout juste de la région des Grands Lacs africains. J'ai vu là-bas les retombées d'une action née dans la tête et dans le cœur d'une poignée de femmes québécoises. La Marche mondiale des femmes a servi à des Rwandaises et à des Burundaises, qui avaient encore un génocide très frais dans la mémoire, à se réunir pour la première fois de leur vie pour penser à des revendications, à la fois locales et régionales, et ensemble d'aller les porter à l'ONU. J'ai vu, par la suite, le travail de concertation que ces femmes ont fait. Elles réunissent maintenant 80 groupes de femmes dans une des régions du monde les plus défavorisées, les plus guerrières, les plus pénalisées par le reste du monde. Elles sont en

train de jeter les bases d'un plan d'action pour faire germer la paix au féminin. J'ai été soufflée par mon séjour avec elles. C'est la retombée d'une action partie de la tête de quelques femmes, à l'autre bout du monde.

Dominique Daigneault (Cégep du Vieux-Montréal, enseignante): Je suis très contente de nos deux jours de colloque, car j'ai trouvé intéressant de pouvoir réfléchir, de stimuler nos idées et d'entendre des gens différents. J'ai particulièrement aimé les exposés des invités des tables rondes. Il est important de prendre des temps de réflexion.

La Marche mondiale des femmes n'est pas née d'une seule étincelle. J'ai travaillé pendant 10 ans dans un centre de femmes où je faisais de l'éducation populaire. C'est aussi une forme d'éducation fort importante, autant que l'école. L'éducation ne passe pas que par l'école, cela passe aussi par des événements comme celui-ci où l'on peut échanger et se secouer les puces. Nos tâches quotidiennes et de militance nous essoufflent, et on a besoin de ces moments privilégiés. Je rejoins les réflexions d'Anne-Marie Milon Oliveira sur l'éducation populaire et l'alphabétisation. Ce sont des exemples d'éducation qui partent de la base. Je suis d'accord avec Ronald Cameron pour la construction d'un mouvement social plus large. Je reviens à la question que l'on posait tout à l'heure: Avec qui sommes-nous disposés à créer des alliances? C'est intéressant, les alliances, c'est même fondamental, mais je pense qu'il y a des alliances sociales qu'il faut construire au Québec avec les personnes assistées sociales, par exemple, avec les centres de femmes.

Il faut résister aux constructions mentales dont on nous martèle par les médias, et aux classes dominantes qui font tout pour nous diviser et nous empêcher de nous unir, de voir que nous avons des intérêts communs. Les oppressions vécues par les uns et les autres ont souvent la même origine, même si elles n'ont pas le même impact. Notre syndicat local a organisé une activité pédagogique sur le syndicalisme. Il faut multiplier ces activités qui nous

permettent de réfléchir et d'échanger. Je trouve plus important pour ma part de partir avec plein de questions qu'avec plein de réponses. Il faut d'abord se poser les bonnes questions pour trouver des réponses collectives autant qu'individuelles.

RONALD CAMERON

Permettez-moi un retour sur ce colloque qui s'achève et d'expliquer le sens qu'on a voulu lui donner. La démarche de la FNEEQ se situe dans une appropriation plus générale du champ d'intervention de l'action internationale. Nous avons adhéré à l'Internationale de l'éducation dans le but de partager et d'échanger. La bataille qu'on doit maintenant mener est ici, au Québec et en Amériques, pour le droit à l'éducation qui est menacé.